

- **Nom**
Moritz
- **Prénom**
Hervé
- **Adresse**
2 rue de Choiseul
- **Raison sociale**
Les Jeunes Européens - France

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Quelle Europe voulez-vous ? Parole aux citoyens !
- **Description de l'activité**
Dans le cadre des consultations, les Jeunes Européens, le député Bruno Studer et la Ville de Bischheim vous proposent une soirée de débat sur l'avenir de l'Union européenne. Venez débattre, donner votre avis et exprimer vos propositions !
- **Date et heure**
04 octobre 2018 à 19:30
- **Lieu**
Salle Saint Laurent 2A rue Saint-Laurent, 67800 Bischheim
- **Nombre de participants**
30
- **Catégories de publics présents**
Conseillers municipaux locaux, grand public.

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Avec la participation de
 - Bruno Studer, député, président de la commission des affaires culturelles et de l'éducation
 - Jean-Louis Hoerlé, maire de Bischheim
 - Hervé Moritz, président des Jeunes Européens - France

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
Sécurité intérieure ; frontières ; immigration ; défense européenne
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
Faut-il une police européenne ? Comment préserver la libre-circulation au sein de l'Espace Schengen ? Comment réagir à la crise migratoire que connaît l'Union européenne ? Comment accueillir ces migrants ? Comment contrôler les frontières de l'Union européenne ? Faut-il une défense européenne, plus de coopération voire une armée européenne ?
- **Pistes de proposition formulées**
Défense européenne
 - L'Europe de la défense on la veut, mais pas à n'importe quelle condition. En tout cas, c'est maintenant ou jamais. La défense peut être un sujet fédérateur. On doit développer ce qui existe déjà, comme l'Eurocorps pour créer petit à petit une défense européenne par une coopération accrue avec plus de moyens.
 - Il faut un budget pour la défense européenne et donc il faudrait des ressources propres pour le budget européen.
 - L'Europe de la défense on la veut quand on a des difficultés, c'est le cas aujourd'hui avec Trump et l'OTAN. Il faut rester dans l'OTAN avec une défense européenne intégrée à cette alliance, mais il faut aussi s'affirmer pour être plus autonome vis-à-vis des Etats-Unis. Il faut se donner les moyens de se défendre seuls contre la Turquie et la Russie.
 - L'Europe de la défense permettrait de faire des économies d'échelles pour investir dans d'autres politiques au niveau national.
 - L'Europe de la défense doit commencer par un axe franco-allemand, car l'Europe de la défense ne peut pas se faire à 27. Il faut commencer par un noyau de pays qui veulent coopérer en matière de défense. Mais ça pose la question de la fragmentation de l'Europe.
 - 70% des Français veulent une armée européenne, mais ils n'aiment pas tous l'Europe comme elle fonctionne.
 - Il faut standardiser les matériels militaires et harmoniser les équipements pour créer une industrie militaire européenne avec plus de budget et faire des économies d'échelle lors des commandes. Il faut partager le porte-avion français avec les

Européens pour qu'on ait au moins deux porte-avions opérationnels pour les Européens.

- On a besoin surtout de plus d'informations sur ce qui existe déjà dans l'Europe de la défense et de la sécurité.
- Il faut se poser la question de la gouvernance de défense européenne. En cas d'intervention, cela pose la question des décisions à l'unanimité dans ce domaine. On a besoin de réagir vite, et cela peut poser problème.
- Il faut les Etats-Unis d'Europe, un Etat fédéral qui peut décider pour l'armée européenne.

Sécurité intérieure

- Question des services de renseignement. Il faudrait imaginer une coordination plus importante dans ce domaine, voir mettre en commun le renseignement avec une agence commune pour forcer les services nationaux à partager leurs informations pour le bien de tous. Une véritable Agence européenne du renseignement intérieur est essentielle pour coordonner les informations entre les différents services et protéger efficacement les Européens.
- Il faut intégrer la Croatie, la Roumanie et la Bulgarie à l'Espace Schengen, tout en renforçant les capacités d'un corps de garde-frontières européen.
- Il faut rétablir la libre-circulation dans l'Espace Schengen, parce que la fermeture des frontières ne sert à rien, les terroristes trouvent toujours un moyen de passer les frontières. Cela entrave le quotidien des citoyens qui passent les frontières, notamment entre Strasbourg et Kehl.
- Pour contrôler l'Espace Schengen à l'intérieur, il faudrait coordonner les polices davantage au sein d'Europol, voire même créer une force de police européenne. Il faudrait une sorte de FIB européen qui lutterait contre la grande criminalité transnationale et notamment contre le terrorisme, car pas de frontières pour les criminels.
- Il faut un contrôle commun de l'Espace Schengen en sécurisant mieux les frontières extérieures pour contrôler l'immigration, sinon on sera obligé de rétablir les frontières intérieures. On pourrait renforcer Frontex avec des garde-frontières et des garde-côtes européens pour mieux contrôler les frontières.
- L'Europe doit être un espace souverain, et un espace souverain contrôle ses frontières.
- Il faut créer des visas humanitaires européens pour créer des voies légales d'immigration.
- L'Europe doit aider les pays en première ligne de l'immigration pour accueillir les réfugiés (Italie, Grèce). C'est ce manque d'aide aux pays d'entrée qui nourrit le populisme : on a laissé seuls les Italiens dans cette affaire.
- L'idée des quotas de réfugiés par pays de l'Union européenne est une bonne idée pour répartir l'effort d'accueil entre les pays et décharger les pays en première ligne. Il faut par contre renvoyer les migrants économiques dans leur pays pour n'accueillir que les réfugiés, qui en ont vraiment besoin. Le problème, c'est que les 28 Etats ne sont pas d'accord. Il faut aussi réduire les délais de traitement de l'asile pour renvoyer vraiment ceux qui ne relèvent pas de l'asile.
- Il faudrait que chaque pays définisse le nombre de réfugiés qu'ils veulent accueillir, on accueille et répartit en fonction du nombre donné par chaque pays.
- Il faut des critères et des règles communs d'asile et d'accueil. Tout en gardant une gestion par pays, chacun décide s'il veut accueillir ou non.
- De même, il faut des normes communes dans l'accès à la nationalité, car dans

certaines pays, on peut acquérir la nationalité très facilement et donc acquérir la citoyenneté européenne. L'obtention de la nationalité doit rester une demande, une volonté.

- Le problème, c'est que les migrants ou les réfugiés ne peuvent pas travailler quand ils arrivent. Il faut changer ça, car quand ils ne travaillent pas, ils errent et cela favorise la délinquance.

- La question du partenariat avec la Turquie, qui permet certes de réduire le nombre de migrants arrivant en Europe, mais qui pose un problème, car le gouvernement actuel rompt avec les valeurs européennes élémentaires.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

La consultation s'est bien déroulée. Les élus municipaux ont pris part au débat, il a fallu pour les animateurs parfois contenir leurs prises de parole pour laisser le reste du groupe s'exprimer.